



édito

de Salam KAWAKIBI

La Syrie, un an après !

Depuis le début du troisième millénaire et avec l'étonnant développement des nouvelles technologies de l'information, vivre en autarcie n'est plus possible où que l'on soit dans l'univers. Les changements politiques qu'avaient connus l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, ainsi que les vagues de démocratisations plus au moins réussies dans des pays de l'Amérique latine et en Afrique, ont laissé les populations des pays arabes à leur soif. Il y a eu, de plus, un sentiment fortement fondé que ces populations, diverses et variées, ont été laissés pour compte par le nouveau système mondial. Ce dernier, a longuement et efficacement soutenu le maintien des dictatures et des autocraties. Les pays occidentaux trouvaient que les régimes en place représentaient une bonne garantie pour la stabi-

lité régionale, une barrière contre l'islam radical et un bon élève pour contrôler les flux migratoires. Ainsi, les pays occidentaux ont-ils fortement appuyé le maintien des régimes « forts » et « brutaux » capables de bien sauvegarder la tranquillité d'un allié dont tous les dérapages sont pardonnés : Israël.

Juste après le déclenchement de la révolte arabe en Tunisie en janvier 2011, les déclarations officielles syriennes amenaient à croire que ce pays n'était pas sur la même planète. Le déni s'est renforcé avec la révolte égyptienne accompagnée de multitudes de déclarations officielles qui attribuaient la colère du peuple égyptien contre ses dirigeants aux accords de paix signée avec Israël en 1977. Les médias, sous contrôle étroit en Syrie depuis des décennies, ont également minimisé les effets du

printemps arabe sur la Syrie. Le 31 janvier 2011, Bachar Assad lui-même réfute toute probabilité qui amènerait à croire que « son » pays est concerné par la vague des révoltes arabes. En ventant la stabilité et la confiance qui règnent sur les relations entre gouvernant et gouvernés, Assad persistait à dire que son pays connaît des réformes réelles et graduelles depuis 10 ans. A peine deux semaines après cette déclaration, la capitale Damas a commencé à vivre au rythme des petits rassemblements contestataires rapidement réprimés par les forces de l'ordre. Le 15 mars, c'était l'événement déclencheur avec l'arrestation d'enfants dans la ville de Daraa accompagnée d'actes de torture à leur égard et d'humiliation envers leurs familles qui demandaient leur relâchement. *suite page 2*

AU SOMMAIRE

ÉDITO de Salam KAWAKIBI
pages 1 à 3

PROGRAMME DES ENTRETIENS
D'EUROMED-IHEDN
pages 4, 5 et 6

PUBLICATIONS
page 7

en ligne sur le site www.euromed-ihedn.fr
Dans votre espace adhérent
uniquement accessible avec votre code.

Conférence de
Michel DUSCLAUD
sur
**Les enjeux
de la société
marocaine**

Page 4

Conférences de MARS
PARIS et MARSEILLE
ouvertes à l'inscription

**La Syrie aujourd'hui
entre révoltes
et répression :
quel avenir ?**

Comme chaque mois, cette lettre a pour vocation de vous informer à la fois des activités à venir organisées par l'association, des nouveautés intervenues sur le site **Euromed-IHEDN**, de vous communiquer, le cas échéant, le point sur d'éventuels événements concernant la Méditerranée et de vous présenter des personnalités liées à notre association et œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée.
Marion FALLOT - Chargée de la rédaction



Leur faute ? Les enfants, influencés par ce qu'ils voyaient dans les médias, avaient osé écrire, « à bas le régime ! ». Ce grave incident marque réellement le début de l'insurrection populaire. Cependant, comme toute autre révolte, l'événement déclencheur ne peut être que l'étincelle qui tombe sur un tas de foin asséché par des décennies de répressions, une gestion calamiteuse de l'économie et une corruption systémique.

Pourquoi à ce moment-là ?

Parmi les éléments qui peuvent en partie expliquer le moment choisi, voulu ou improvisé, nous pouvons signaler : l'accumulation de la frustration politique, le climat régional favorable, la crise économique aigue et l'entêtement des dirigeants despotes devant toutes les propositions -provenant des forces de l'opposition « classique »- d'entreprendre des réformes politiques concrètes.

Pour beaucoup d'observateurs et/ou de spécialistes, les révolutions arabes en général et celle qui se déroule en Syrie depuis presque un an en particulier étaient une « surprise ». Cependant, avec un peu de recul et une lecture assidue de la littérature scientifique dans la dernière vingtaine d'années, un panorama, presque détaillé, se dresse devant les intéressés, de l'évolution de la situation sans pour autant donner des indices factuels. Les analyses économiques, démographiques, politiques et même dans le domaine de l'urbanisme, ont pu démontrer un disfonctionnement pathétique des appareils étatiques et une mainmise sécuritaire (sécuritocratie) sur la vie publique et sur la vie privée. Le déclin du système éducatif et une grande

volonté de départ vers l'étranger d'une bonne partie de la jeunesse éduquée et formée, soulignent un immense désespoir dans l'avenir. Les multiples tentatives qu'ont pu élaborer et proposer des intellectuels et des activistes afin d'établir des propositions de réformes et, ainsi, ouvrir des brèches d'espoir dans le mur étanche de l'autoritarisme ont été vaines. La seule réponse aux revendications « légitimes » de la population était la répression.

Depuis l'avènement de Bachar Assad au pouvoir en 2000, les appels à réformer le système politique n'ont jamais cessé. Ces appels n'ont jamais été « radi-



caux ». Ils se « contentaient » de demander une série de réformes réelles et structurelles dans la politique publique du pouvoir en place, accompagnée d'une liberté d'expression tant souhaitée et tant attendue. Les requêtes ont toutes été rejetées avec mépris et dans la répression. Cependant, des actions cosmétiques ont été entreprises afin de « donner l'impression ».

Cette politique a pu temporiser les attentes de certains et même convaincre des chancelleries européennes de la « volonté » d'entreprendre des vraies réformes. Depuis le début des années 2000, des personnalités

ainsi que des formations politiques syriennes avaient tendu, en vain, la main au pouvoir renouvelé, avec l'avènement de Bachar Assad qui a succédé à son père, afin d'essayer de tourner « ensemble » la page du passé et de tenter le démarrage d'une nouvelle Syrie relativement démocratique avec une justice indépendant, le lever de l'état d'urgence en vigueur depuis 1963, la libération de l'expression publique et l'introduction de la pluralité et de l'alternance.

La réaction a été de faire avorter les prémices du printemps de Damas avec les méthodes classiques de tout régime autoritaire qui se respecte : arrestations, procès et emprisonnements.

Une société jeune, en contact avec le monde extérieur par le biais des nouvelles technologies de communication, parvient enfin à se faire entendre. Elle n'est pas inapte au changement et elle n'a pas besoin d'un esprit patriarcal et « totalitaire » pour lui montrer le droit chemin. Elle se sent entièrement concernée par



ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte. Elle a toujours été « le cœur du monde arabe » et elle veut le rester avec un esprit libre et avenant.



Il s'avère cependant, que le chemin de la liberté pour les Syriens est semé de terreur, de sang et de douleurs. L'année qui vient de s'écouler montre que la volonté de briser le mur de la peur est fortement présente, mais que les moyens pour franchir le processus sans « dégâts » et sans douleur ne sont pas accessibles. Les manifestations pacifiques, qui ne cessent de se reproduire dans une grande partie du pays, sont confrontées à une répression sanglante. Une militarisation de la contestation a pu avoir lieu par la désertion des soldats de l'armée nationale qui n'ont pas accepté les ordres de tuer leurs concitoyens. La militarisation est indésirable dans l'absolu et elle sert les objectifs de

ceux qui ont le monopole de la violence : le pouvoir. Cependant, il est facile de comprendre le désir humain de défendre les civils et même de venger les siens. D'où l'importance que l'opposition politique arrive à encadrer l'insurrection militaire afin d'en éviter les débordements et le mauvais usage. Rien ne semble évident dans une situation aussi complexe.

Pour sortir de la crise, les tentatives se multiplient sur la scène régionale par les diverses initiatives de la Ligue arabe. Sur la scène internationale, nous pouvons constater des déclarations, des sanctions, des réunions et des condamnations. Pendant que la violence exercée contre les civils ne cesse de s'amplifier, la militarisation de la résistance –auparavant complètement pacifique– gagne du terrain. La création de l'Armée Libre Syrienne (ALS) n'est qu'une traduction de la dégradation de la situation sécuritaire et

le besoin de trouver des moyens pour protéger les civils contre la machine de mort. Cependant, l'action de l'ALS reste désordonnée, ce qui est évident au vu de sa composition et de son éparpillement géographique. La résistance civile, même couteuse, reste le moyen le plus approprié pour surmonter la crise. La militarisation de la contestation politique dans les années 1980 avait donné tous les alibis au pouvoir



pour la mater dans la plus grande violence. Néanmoins, les circonstances sont différentes et la demande de protection est populaire. Il reste cependant difficile de considérer que le recours aux armes soit une solution souhaitable même si elle semble inévitable pour certains et dans certaines situations.

En parallèle, les Syriens réfléchissent à un avenir différent pour leur pays dans plusieurs registres. Pour ce faire, des groupes de réflexions ont été formés sous plusieurs bannières. L'objectif commun est de donner à la Syrie de demain des projets concrets et réalisables. Dans cet élan, le rôle de la diaspora syrienne longtemps « neutralisée » et apolitique devient de plus en plus crucial. Les migrants syriens qui ne se souciaient que de leurs vies privés et de leurs vacances passées au pays, retrouvent les exilés politiques dans les quatre coins du monde, afin de réfléchir ensem-

ble sur l'avenir souhaité pour leur pays. Ce travail « exilé » de réflexion se déroule en coordination avec les experts sur le terrain. La Syrie possède un potentiel très important de ressources humaines qui a longtemps été marginalisé dans une logique clientélistes aigue.

L'avenir proche semble semé d'incertitudes et de complexité. Cependant, les bonnes volontés

se rassemblent pour contribuer à la reconstruction globale du pays. Les réformes politiques, constitutionnelles et juridiques ne seront pas suffisantes pour dessiner un avenir propice pour les habitants de ce pays millénaire. Dès lors, il est fort important de reconstruire une société civile morcelée, longtemps étouffée et rendue à son état primitif communautaire. Ainsi, y a-t-il un grand travail de fond sur la reconstruction de la citoyenneté après des décennies de culture de la peur qui a renvoyé les habitants de ce pays à l'état de « Sujets ». Le tissu social –qui va sortir très affecté par ce processus révolutionnaire, où tous les efforts ont été investis pour le briser–, nécessitera lui aussi un travail acharné afin de le restaurer et de le mettre dans un état sain.

Finalement, les Syriennes et les Syriens ont bien compris un an après de début leur révolte qu'ils ne devront compter que sur eux-mêmes et ne rien attendre de l'extérieur. Avec leur capacité étonnante de résistance, leur créativité incessante de nouvelles formes de contestation et leur cohésion nationale relativement maintenue, ils pourront assumer la relève et le futur.





Les entretiens d'Euromed-IHEDN 2 conférences sont ouvertes à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé) Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr



La Syrie aujourd'hui entre révoltes et répression : quel avenir ?

Par Salam KAWAKIBI

Salam KAWAKIBI, politologue, a suivi ses études à l'université d'Alep et à l'IEP d'Aix en Provence. Il a occupé durant 6 ans le poste de directeur de l'antenne de l'**Institut français du Proche-Orient** à Alep (Syrie). Chercheur associé à plusieurs centres de recherche européens comme le CIDOB (Barcelone) et l'ARI (Paris), il collabore ainsi au projet européen

CARIM sur la problématique de l'immigration en Méditerranée.

Il écrit régulièrement dans la presse spécialisée de langue arabe, française et anglaise et a collaboré à plusieurs ouvrages dans ces trois langues. Ses champs d'intérêt sont *les droits de l'homme, les sociétés civiles, les médias et les relations euro-arabes*.

Il est membre fondateur du Centre arabe

pour l'éducation aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, ainsi que du Centre Al-Kawakibi pour les transitions démocratiques. Il est directeur par intérim de l'Arab Reform initiative et professeur associé à Paris 1. Depuis octobre 2009, il est également chercheur à la Faculté des sciences sociales et politiques à l'Université d'Amsterdam.

À PARIS

Mercredi 7 mars

amphithéâtre Suffren,
à l'Ecole militaire.

Inscriptions à la conférence à PARIS
prises jusqu'au lundi 5 mars

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner
avec le conférencier :

Inscriptions prises jusqu'au mardi 29 février
dans la mesure des places disponibles
le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :
association EUROMED-IHEDN .

À MARSEILLE

Lundi 19 mars

amphithéâtre Yrsen,
à l'Institut de médecine tropicale du service
de santé des armées (IMTSSA) boulevard Livon.

Inscriptions à la conférence à MARSEILLE
prises jusqu'au vendredi 16 mars

Pour celles et ceux qui souhaitent dîner
avec le conférencier :

Inscriptions prises jusqu'au mercredi 14 mars
dans la mesure des places disponibles.

Le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :
restaurant LES ARCENAUUX .

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr



Les entretiens d'Euromed-IHEDN Prochaines conférences au programme à Marseille

amphithéâtre Yrsen,
à l'Institut de médecine tropicale du service de santé des armées (IMTSSA) boulevard Livon.

Inscrivez-vous pour recevoir nos prochaines invitations

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Lundi 2 avril

soirée spéciale membres adhérents

Droit de la mer, application et évolution en Méditerranée

par Philippe DÉZÉRAUD, *commissaire en chef de la Marine,*

Cette soirée est réservée aux membres bienfaiteurs et actifs, ainsi qu'aux partenaires de l'association, elle sera suivie d'un buffet dinatoire, sur place.

Lundi 16 avril

Crises en cascade sur la rive nord de la Méditerranée

par Guillaume ALMERAS, *Normale Sup. Ancien banquier. Partner de BGV Consulting (Paris). Consultant en stratégie et organisation, particulièrement dans les domaines bancaires et financiers, il intervient également en tant qu'expert en conception de projets et mise en place de réformes et programmes dans les pays en développement, en liaison notamment avec les institutions internationales. Il a notamment écrit avec Cécile Jolly (chef de projet au Centre d'Analyse Stratégique) une étude prospective « Méditerranée 2030 ».*

Lundi 21 mai

L'Égypte, quid des suites de la révolte de début 2011 ?

par Lamiss AZAB, *chercheur en Sciences politiques et enseignante.*

Lundi 11 juin

La Course et les corsaires de Tunis à l'époque moderne

par Sadok BOUBAKER, *historien et universitaire tunisien.*



Les entretiens d'Euromed-IHEDN Prochaines conférences au programme à Paris

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

Inscrivez-vous pour recevoir nos prochaines invitations

Par courriel : entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site www.euromed-ihedn.fr

Mercredi 11 avril

Crises en cascade sur la rive nord de la Méditerranée

par Guillaume ALMERAS, *Normale Sup. Ancien banquier. Partner de BGV Consulting (Paris). Consultant en stratégie et organisation, particulièrement dans les domaines bancaires et financiers, il intervient également en tant qu'expert en conception de projets et mise en place de réformes et programmes dans les pays en développement, en liaison notamment avec les institutions internationales. Il a notamment écrit avec Cécile Jolly (chef de projet au Centre d'Analyse Stratégique) une étude prospective « Méditerranée 2030 ».*

Mercredi 30 mai

L'Égypte, quid des suites de la révolte de début 2011 ?

par Lamiss AZAB, *chercheur en Sciences politiques et enseignante.*

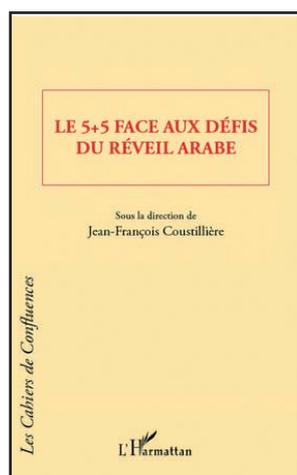
Mercredi 13 juin

La Course et les corsaires de Tunis à l'époque moderne

par Sadok BOUBAKER, *historien et universitaire tunisien.*



Publications



Le 5+5 face aux défis du réveil arabe

sous la direction de Jean-François COUSTILLIÈRE

Les Cahiers de Confluences - Edition L'Harmattan

www.editions-harmattan.fr

Forme originale de coopération multilatérale en Méditerranée, l'initiative 5+5 (Algérie, Espagne, France, Italie, Libye, Malte, Maroc, Mauritanie, Portugal, Tunisie), lancée en 1990, est fondée sur des règles de fonctionnement souples et efficaces. L'ouvrage dresse un état des lieux et s'interroge sur les voies à emprunter pour conserver les acquis de cette coopération tout en lançant de nouvelles pistes vers des perspectives qui tiennent compte des aspirations exprimées lors des révoltes arabes.



Agriculture et alimentation

Des champs géopolitiques de confrontation au XXI^e siècle

Direction du cahier :

MM. Sébastien ABIS et Pierre BLANC

www.clubdemeter.com

L'agriculture – et par conséquent l'alimentation – s'inscrivent sur des territoires (géo) et se retrouvent au cœur des stratégies de puissance et / ou des rivalités de pouvoir (politique), de l'échelon régional au niveau international ou multilatéral. Agriculture et géopolitique sont ainsi deux maîtres mots que l'histoire conjugue en permanence. Pourtant, agriculture et alimentation sont généralement considérées à l'aune de l'économie ou de l'agronomie. Malgré leurs enjeux multidimensionnels et inter-sectoriels, elles sont rarement analysées sous l'angle des rivalités de pouvoir et des luttes d'influence. Des défis comme la préservation du foncier ou de la ressource en eau, l'impact du climat ou l'évolution de la consommation restent souvent compartimentés, sans s'articuler. Simultanément, la dimension essentiellement agricole de ces enjeux est obliérée. Résultat : l'agriculture, question plurielle et transversale, n'est perçue ni à sa juste valeur, ni dans toutes ses composantes.